

Unité départementale de la Somme
Pôle Jules Verne
12, rue du Maître du monde
80440 Glisy

Glisy, le 01/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PARICHE Gérard SAS

Le vert bocage
80220 Bouillancourt-en-Séry

Références : 2024-E30084
Code AIOT : 0005102011

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/05/2024 dans l'établissement PARICHE Gérard SAS implanté Le vert Bocage 80220 Bouillancourt-en-Séry. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARICHE Gérard SAS
- Le vert Bocage 80220 Bouillancourt-en-Séry
- Code AIOT : 0005102011
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SA PARICHE est autorisée par arrêté préfectoral du 29 juin 2011 à exploiter une activité

de dépolissage et de laquage sur verre. Elle pratique une activité de décoration de flacons.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN24 Air COV

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite sur site, il a été constaté la présence de plusieurs contenants sur une rétention ne semblant pas être suffisamment dimensionnée, dans le local de préparation de la matière.

Par courriel du 31/05/2024, l'exploitant a indiqué qu'il n'y aurait plus aucun seau de 20 litres stocké sur cette rétention afin de respecter sa capacité et qu'un point sera fait auprès des opérateurs sur

cette organisation.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 3.2.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Conditions générales de rejet	Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 3.2.2	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 3.2.3.1	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
6	Plan de gestion des solvants (PGS)	Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 3.2.4.2	Demande d'action corrective	1 mois
7	Permis d'intervention ou permis de feu	Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 3.2.4.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Emissions et envols de poussières	Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 3.1.5	Sans objet
5	Schéma de Maitrise des Emissions de COV (SME)	Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 3.2.4.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des constats, il est demandé à l'exploitant de fournir des justificatifs concernant le déclenchement d'alarmes sur les machines et le PGS simplifié.
Concernant les rejets atmosphériques, il est proposé à M. le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de réaliser les mesures.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Emissions et envols de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 3.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, stockage des produits pulvérulents
Prescription contrôlée : Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. (...)
Constats : L'exploitant a indiqué disposer des produits pulvérulents suivants : le bifluorure d'aluminium (appelé également lérîte par l'exploitant), la chaux, les paillettes et le nacre (poudre). Le bifluorure (lérîte) est stocké en sacs dans un bâtiment spécifique, la chaux, dans un silo, et les paillettes avec le nacre dans des contenants (barils fermés) présents dans un container accolé au bâtiment de production. Les plans des zones de stockage et de manipulation des produits ont été présentés. Concernant l'utilisation des produits, l'exploitant a précisé que : <ul style="list-style-type: none">• pour les paillettes et le nacre :<ul style="list-style-type: none">◦ ce sont deux régleurs par équipe qui sont habilités à prendre les produits et à les manipuler,◦ le responsable matières est habilité à ranger les produits,◦ le mélange se fait sous hotte aspirante, avec pesée, dans un local dédié et fermé,• pour la lérîte (pour l'atelier de dépolissage) :<ul style="list-style-type: none">◦ l'utilisation de la lérîte se fait dans une machine fermée,◦ 2 personnes sont habilitées à prendre les sacs de 25 kg et à les transvaser dans un tank qui communique avec le bain (fermeture/ouverture via une vanne),◦ le rechargement des bains (transvasement de la poudre) est réalisé en douceur pour des raisons de qualité et de sécurité◦ l'aspiration est dans le carroussel de la machine,

- pour la chaux (utilisée pour le traitement des eaux de rinçage de l'atelier de dépolissage) :
 - son utilisation est automatisée,
 - elle est livrée par camion qui se branche sur une conduite du silo,
 - le transport de la chaux se fait par des canalisations du silo à la station, qui est située à côté.

Les stockages et les zones de manipulation ont été vues : l'emplacement de la trappe de versement de la lérîte (au niveau du tank) a interpellé car elle ne semblait pas disposer d'aspiration. Par courriel du 31/05/2024, l'exploitant a transmis un extrait du manuel d'utilisation de la machine de dépolissage du verre - carroussel 12 bras. L'extrait mentionne que chaque mélangeur (appelé tank par l'exploitant) est équipé d'un raccord pour l'aspiration des vapeurs acides. Une photo de l'aspiration présente sur la machine a également été jointe.

Observation : L'exploitant transmettra la consigne relative au rechargement du bain (transvasement de la poudre).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 3.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, dispositions générales

Prescription contrôlée :

(...)

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-dessous, doivent être aménagés (...) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère.

(...)

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et / ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

Constats :

L'exploitant a indiqué :

- n'avoir pas fait de modification sur les conduits de ses rejets atmosphériques,
- utiliser un système de GMAO (Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur) pour les opérations de maintenance de ses machines,
- avoir mis en place des réunions toutes les semaines pour faire des points sur les actions réalisées, en cours et à mettre en place (hiérarchisation des travaux),
- que toutes les interventions sont consignées : préventives, temporaires et curatives,
- que s'il y a un problème sur une chaîne, il y a un arrêt des machines, seul le convoyeur continue à fonctionner et il y a déclenchement d'une alarme rouge.

Un extrait de la GMAO a été présenté : il fait apparaître les anomalies ayant entraîné ou non des arrêts des machines. Le tableau présente notamment la date de création de la « panne », le secteur/machine, l'organe, le type de panne, l'intervention et sa date, l'intervenant et le coût des

réparations.

L'exploitant a également indiqué que les machines disposaient d'alarmes. Les alarmes visuelles ont été vues sur site.

Il a précisé que les alarmes des machines peuvent être acquittées par l'opérateur et que l'historique est consigné dans le système informatique des machines.

Par courriel du 31/05/2024, un extrait du fichier d'alarme de la machine de laquage CH10 a été transmis. Le document présente la date, l'heure du déclenchement, le message concernant la cause du déclenchement de l'alarme et l'heure d'acquiescement de l'alarme.

Le fichier de l'alarme ne permet pas de savoir s'il y a eu plus des actions correctives mises en place avant que l'alarme soit acquittée.

Enfin, l'exploitant a transmis l'attestation de leur unique fabricant de machine (SURFI-METAL) qui atteste le fait qu'il est impossible de pulvériser lorsque l'extracteur de la cabine de pulvérisation ne fonctionne pas. L'attestation précise que « *Concernant la réglementation des cabines d'application peinture, en mode manuel ou automatique, celle-ci impose un contrôle de la ventilation d'extraction des over spray. Aussi, l'arrêt de l'extracteur d'une cabine d'application de laque et vernis, entraînera une alarme sonore ou/et lumineuse, et interdira systématiquement la pulvérisation des pistolets peinture* ».

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra un document permettant de faire la corrélation entre le déclenchement de l'alarme et les actions correctives éventuellement mises en place pour arrêter l'alarme. La mise en place de ce document doit être déployée sur toutes les machines.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Conditions générales de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 3.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Conduits et installations raccordées

Prescription contrôlée :

	Installations raccordées	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit maximal en Nm ³ /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit N°1	Laveur de gaz	8	1	28 200	8
Conduit N°2	C a b i n e s d'application peintures	10	0.80	10 400	8
Conduit N°3	F o u r s d e polymérisation	10	0.80	2 200	8

	polymérisation				
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué ne pas avoir réaliser de modification sur ses conduits de rejets atmosphériques. Il ne réalise pas d'analyse sur ses 3 conduits, en particulier sur le conduit N°1 pour lequel des concentrations sont à contrôler.</p> <p>L'exploitant a indiqué ne pas avoir fait de modifications sur les conduits depuis la délivrance de l'arrêté préfectoral de 2011.</p> <p>Par courriel du 31/05/2024, il s'est engagé à faire contrôler les vitesses d'éjection sur les conduits n°2 et 3 en même temps que le contrôle du conduit n°1.</p> <p>L'exploitant veillera également à faire contrôler les débits de ses conduits.</p>					
Type de suites proposées : Avec suites					
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription					
Proposition de délais : 2 mois					

N° 4 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 3.2.3.1	
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques issus du laveur gaz	
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rejets issus du laveur de gaz des unités de dépolissage doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à des conditions normalisées de température (273 kelvin) et de pression (101.3 kilopascal) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs); - à une teneur en O2 précisée dans le tableau ci-dessous : 	
Concentrations instantanées en mg/Nm3	Conduit N°1
Poussières totales	40 mg/Nm3
NH3	50 mg/Nm3
HCl	30 mg/Nm3
HF	5 mg/Nm3
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne réalise pas d'analyse sur les rejets du conduit n°1.</p> <p>Concernant la partie VLE sur le laveur de gaz, l'exploitant a indiqué par courriel du 31/05/2024 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - que la machine de dépolissage dépend de la rubrique 2531, arrêté verrier du 12/03/2023, - qu'au niveau des rejets atmosphériques, l'arrêté du 2/02/1998 n'est pas applicable, 	

- que dans l'arrêté verrier, aucune information ne concerne la fréquence des analyses de campagne. Les concentrations répondent aux articles 46 à 48 de l'arrêté du 12/03/2003,
- que lors de la mise en place du laveur de gaz, une campagne a été faite pour vérifier l'efficacité de celui-ci conformément aux concentrations de l'article 3.2.3.1 de l'arrêté préfectoral PARICHE ,
- que la nouvelle machine de dépolissage sera mise en fonctionnement en septembre 2024, l'analyse du laveur de gaz (conduit n°1) sera faite à ce moment-là, les résultats seront mis dans le porter à connaissance,
- que cette nouvelle machine remplacera le poste manuel de dépolissage sans entraîner d'augmentation de bain de dépolissage.

Observation : Le porter à connaissance concernant la mise en place de la machine devra parvenir à l'Inspection en amont de sa mise en service et de la réalisation des analyses sur le conduit n°1, afin de justifier de la modification engendrée sur le site et d'apporter tous les éléments d'appréciation concernant les impacts éventuels de ce nouvel outil sur le site.

Enfin, concernant la périodicité des contrôles des rejets, l'article 9.4.3 DÉCLARATION ANNUELLE prescrit que « Conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008, l'exploitant doit effectuer une déclaration annuelle avant le 1^{er} avril en cours pour ce qui concerne les données de l'année précédente (eau, air, déchets). ». Ainsi, l'exploitant est tenu de procéder aux contrôles de ses rejets atmosphériques annuellement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Schéma de Maitrise des Emissions de COV (SME)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 3.2.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Emissions de COV

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en oeuvre un schéma de maîtrise des émissions (SME) garantissant que le flux total annuel des émissions de COV, ou émission annuelle cible (EAC), ne dépasse pas celui qui serait atteint si les valeurs limites fixées par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié étaient appliquées.

Les émissions de COV pour l'ensemble des installations sont inférieures à l'EAC totales, correspondant à la somme des EAC pour chaque installation.

L'EAC pour chaque installation, exprimée directement en unité de masse de COV est définie comme suit :

Installation	Emission Annuelle Cible
Application de revêtement, notamment sur un support métal, plastique, textile, carton, papier	<p>L'EAC est égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 0.4 y kg de COV par kg d'extraits secs utilisé dans l'année en cours pour les installations dont la consommation annuelle de solvant est inférieure ou égale à 15 tonnes; - 0.25 y kg de COV par kg d'extraits secs utilisé dans l'année en cours pour les installations dont la consommation annuelle de solvant est supérieure à 15 tonnes .

	<p>Le coefficient y dépend du type de revêtement faisant l'objet d'une application peinture :</p> <ul style="list-style-type: none"> - revêtement de textiles, de tissus, de feuilles ou de papier : y=4; - revêtements en contact avec les aliments, revêtements utilisés dans l'aérospatiale : y=2.33; - revêtement sur plastique : y=3; - autres revêtements : y=1.5
Nettoyage de surface au moyen de solvants autres que les solvants à phrase de risques	-25% de la quantité de solvants utilisée dans l'année en cours

L'emploi de solvants à phrase de risque R45, R46, R49, R60, R61 et halogénés étiquetés R40 (ou phrases de risque équivalentes sous le classement CLP) est interdit sur le site.

Constats :

L'exploitant a présenté son schéma de maîtrise des émissions (SME) appelé « Bilan COV 2023 » pour l'année 2023.

Pour le calcul de l'Emission Annuelle Cible (EAC), il s'appuie notamment sur une estimation de trois types d'activités au niveau du laquage (laquage de flacons, laquage des articles de globeleterie, rinçage et nettoyage des tuyauterie de la production).

L'exploitant a obtenu un total de 99,21 tonnes pour l'EAC.

Pour la détermination de la quantité de COV émise par le site sur l'année 2023, l'exploitant a déterminé la masse totale de COV présente :

- dans les produits consommés pour l'activité laquage et l'activité nettoyage,
- dans les boues de peintures (déchets).

Concernant les boues de peinture, l'exploitant a présenté les analyses réalisées par Labo Wessling le 25/10/2023 pour déterminer la quantité de COV présente.

L'exploitant a précisé faire appel à la société DP Conseil pour les assister dans la gestion des déchets.

Le bilan 2023 de l'exploitant conclut que la quantité de COV émise est de 25,7 tonnes, inférieure à la valeur de l'Emission Annuelle Cible (99,21 tonnes).

Par courriel du 31/05/2023, l'exploitant a transmis une attestation du fournisseur (FLUORITAL) qui indique que l'ensemble des produits livrés en 2023-2024 ne contient pas de substances appartenant aux groupes A et B ni de substances appartenant aux groupes C, D, E, F et G du document POLITIQUE D'EXCLUSION POUR LES ENCREs D'IMPRIMERIE ET LES PRODUITS CONNEXES (mars 2021 - 4 ed). Seuls les produits ENCRE SER. E-2805 (toutes couleurs et finitions), DILUANT TP-227, DILUANT TP-406, qui vous ont été livrés en 2023-2024, contiennent du BUTYLGLYCOL, une substance classée H331 et donc incluse dans le groupe A du document POLITIQUE D'EXCLUSION POUR LES ENCREs D'IMPRIMERIE ET LES PRODUITS CONNEXES (mars 2021 - 4 ed). Le classement H331 Toxique par inhalation ne rentre pas dans les phrases de risques mentionnées au présent article.

Dans cette attestation, il explique également le système d'aéraulisme des cabines de manière à ce

<p>qu'elles soient en permanence sous dépression afin d'éviter le « diffus » dans l'atelier : « De plus, l'Aéraulisme des cabines, est conçu pour que les cabines d'applications soient en permanence, en dépression, afin d'éviter tout retour potentiel d'over spray, vers le poste d'application ».</p> <p>Ce point permet de répondre aux remarques formulées lors de l'inspection sur l'absence de prise en compte des rejets diffus, notamment au niveau de l'atelier d'application.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Plan de gestion des solvants (PGS)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 3.2.4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, PGS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le contrôle des objectifs de réductions des COV s'effectue au moyen du plan de gestion des solvants tel que défini à l'article 28-1 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, qui consiste à réaliser un bilan matière sur l'ensemble des installations utilisant des solvants.</p> <p>Avant le 30 avril de l'année N+1, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le plan de gestion de solvants de l'année N. Ce plan de gestion est établi globalement pour l'ensemble des solvants et donc exprimé en solvant total. Il démontre le respect de l'émission annuelle cible fixée à l'article 3.2.4.1 et précise les actions réalisées au cours de l'année visant à réduire la consommation de solvants et les émissions de COV.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant réalisé un plan de gestion de solvants (PGS) simplifié. Les éléments du PGS simplifié pour l'année 2023 sont présents sur GERE. Le bilan 2023 de l'exploitant conclut que la quantité de COV émise est de 25,7 tonnes, inférieure à la valeur de l'Emission Annuelle Cible (99,21 tonnes).</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir réduit ses produits à base solvanté et les avoir remplacé par des bases aqueuses, il y a plusieurs années. Cependant, ces éléments n'ont pas été formalisés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant précisera les actions réalisées au cours de l'année visant à réduire la consommation de solvants et les émissions de COV, dans sa déclaration de 2023 qui est actuellement en révision sur GERE, pour un autre point.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 7 : Permis d'intervention ou permis de feu

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 3.2.4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, permis feu</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière. (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite sur site, des travaux d'installation d'une nouvelle machine de dépolissage étaient en cours. Au vu du matériel utilisé par l'entreprise (pouvant apportant une source de chaleur), il a été demandé à l'exploitant de fournir une copie du permis de feu.</p> <p>Par courriel du 31/05/2024, l'exploitant a transmis le plan de prévention et le permis de feu signés.</p> <p>Le permis feu n'est pas correctement renseigné. Il manque l'heure du début et l'heure de fin, les risques particuliers au vu du stockage présent à proximité, la suite donnée aux actions réalisées en interne pour la mise en sécurité, les consignes particulières et la signature de l'ensemble des parties.</p> <p>L'exploitant transmettra le permis d'intervention de l'entreprise METALLERIE POILLY</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra le permis de feu modifié ainsi que le permis d'intervention, délivrés à la société METALLERIE POILLY pour les travaux d'installation de la nouvelle machine de dépolissage.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>